

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 24/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BORAX FRANCAIS**

ROUTE DE BOURBOURG

BP 59

59411 Coudekerque-Branche

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\BORAX\_Français\_Coudekerque\_070  
.00643\2\_INSPECTIONS\2024\_06\_14\_levée APMD du 23 mars 2022  
Code AIOT : 0007000643

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2024 dans l'établissement BORAX FRANCAIS implanté Route de Bourbourg 59210 Coudekerque-Branche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société Borax Français a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 23 mars 2022 portant sur la qualité des eaux de ruissèlement de l'ancien dépôt de borogypse de Petite-Synthe.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BORAX FRANCAIS
- Route de Bourbourg 59210 Coudekerque-Branche
- Code AIOT : 0007000643
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Petite-Synthe qui s'étend sur environ 20 ha a été exploité de 1963 à janvier 1998 par la société BORAX FRANCAIS et a reçu deux types de déchets: des boues argileuses et majoritairement du borogypse.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2003, la réhabilitation de ce site a été prescrite et prévoyait :

- la constitution d'une barrière de protection passive par remaniement et compactage du borogypse présent pour atteindre une perméabilité au moins équivalente à  $1.10^{-9}$  m/s à 1m
- la mise en place d'un géotextile, d'une géomembrane étanche, d'un matériau drainant et d'une couche de 50cm minimum de terre végétale devant être engazonnée.

Les travaux de réhabilitation ont été achevés fin 2006.

Cet arrêté préfectoral complémentaire a prescrit également une surveillance de l'impact du site sur l'environnement (eaux souterraines et de surface) sur une période minimale de 30 années.

La société Rio Tinto Closure en charge du suivi de l'ancienne décharge de borogypse a installé un système de traitement des eaux de ruissellement afin de répondre à la mise en demeure. L'inspection a contrôlé ces installations de traitement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	APMD du 23 mars 2022	AP de Mise en Demeure du 23/03/2022, article 1	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de traitement mis en place actuellement (filtration par sable puis un filtre à charbon) permet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mars 2022.

Ce système va être amélioré dans les semaines à venir par la mise en place de barrières passives enterrées qui permettront de s'affranchir de la maintenance du système de pompage hors sol existant aujourd'hui (les eaux de ruissellement s'écouleront de façon gravitaire à travers les filtres).

L'exploitant veillera à transmettre au préfet un porter-à-connaissance afin de réviser les conditions de suivi post-exploitation fixées dans l'arrêté préfectoral du 21 août 2003.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD du 23 mars 2022

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 23/03/2022, article 1

<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/08/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société BORAX FRANÇAIS dont le siège social est situé 89 route de Bourbourg à Coudekerque-Branche (59210) et exploitant une installation de fabrication de produit chimiques inorganiques est mise en demeure, pour son ancien dépôt de borogypse situé à DUNKERQUE, section Petite-Synthe, de respecter les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2003 modifié par l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2008 imposant à la société S.A. BORAX FRANÇAIS des prescriptions complémentaires relatives à la réhabilitation et au suivi post-exploitation du dépôt de borogypse sous un délai de 6 mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les valeurs limite de rejet fixées à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2003, concernent les eaux superficielles décrites à l'article 3.1.2, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- "Les eaux superficielles se trouvant sur l'emprise du site et <b>ayant été directement en contact avec le borogypse (...)</b>" ;</li> <li>- "<b>Durant la phase des travaux de réaménagement</b>, les eaux de ruissellement sur les zones imperméabilisées, n'ayant pas été en contact avec le borogypse (...)"</li> </ul> <p>Les travaux de réaménagement se sont terminés en juillet 2007. Le dépôt de borogypse a été recouvert d'une géomembrane puis d'un drain périphérique et enfin de terres végétales. Les eaux superficielles qui s'écoulent sur l'emprise de l'ancien dépôt de borogypse ne sont donc plus en contact avec le borogypse. Toutefois, la surveillance de ces eaux superficielles qui est réalisée par l'exploitant conformément à l'article 3.3, démontre la présence régulière d'arsenic jusque 878 microgrammes par litre (prélèvement du 15/11/23 - valeur avant traitement).</p> <p>Face à ces dépassements, le système de stockage de ces eaux mis en place et dont la présence avait été constatée lors de la dernière inspection du 12/08/22 a été complété par la mise en place d'un système qui assure la filtration de ces eaux à travers un filtre à sable puis un filtre à charbon. Les résultats transmis (suivi des résultats analytiques hebdomadaires des eaux rejetées pour les rejets est et ouest) montrent l'efficacité du système mis en place (depuis janvier 2023, la quasi totalité des valeurs sont conformes à l'exception de quelques dépassements ponctuels, aucun dépassement en 2024). Ce système va être <b>amélioré cet été</b> avec la mise en place de barrières passives enterrées qui permettront de s'affranchir de la maintenance du système de pompage hors sol existant aujourd'hui (les eaux de ruissellement s'écouleront de façon gravitaire à travers les filtres).</p> <p>L'hiver 2023/2024 exceptionnellement pluvieux ayant conduit certaines eaux à by-passer le système de traitement, l'exploitant a saisi son service d'experts afin de concevoir un bassin de rétention au dessus de la géomembrane et en amont du système de traitement afin de retenir une pluie centennale.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 21 août 2023 nécessite d'être révisé afin de prendre en compte le système de traitement des eaux superficielles mis en place. Pour cela, l'exploitant transmettra à Monsieur</p>

le Préfet, les documents détaillés ci-dessous.

1) Sous un délai de 3 mois, un porter-à-connaissance constitué :

- d'un rapport détaillant les caractéristiques précises du moyen de traitement qui sera mis en place cet été (volumes traités, maintenance des filtres, garanties sur les valeurs limite de rejet...)
- d'un rétroplanning des études à mener avec les coûts associés pour la mise en place d'un bassin de rétention de la pluie centennale.

2) Sous un délai maximum de 3 ans, un document attestant du lancement des travaux de réalisation du bassin de rétention de la pluie centennale tel qu'il aura été défini par les études de faisabilité mentionnées au point 1).

Un premier arrêté préfectoral complémentaire modifiant la surveillance post-exploitation du site sera pris suite à la transmission du rapport cité ci-dessus afin de fixer des limites d'émission et une fréquence de contrôle adaptée au système mis en place. Il sera complété dans un second temps à la réception du bassin de rétention qui doit être mis en place.

Par ailleurs l'inspection propose à Monsieur le Préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/03/2022.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

l'exploitant transmet à Monsieur le Préfet les documents détaillés ci-dessous.

1) Sous un délai de 3 mois un porter à connaissance constitué :

- d'un rapport détaillant les caractéristiques précises du moyen de traitement qui sera mis en place cet été (volumes traités, maintenance des filtres, garanties sur les valeurs limite de rejet...)
- d'un rétroplanning des études à mener avec les coûts associés pour la mise en place d'un bassin de rétention de la pluie centennale.

2) Sous un délai maximum de 3 ans un document attestant du lancement des travaux de réalisation du bassin de rétention de la pluie centennale tel qu'il aura été défini par les études de faisabilité mentionnées au point 1).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure